

Le budget de l'armée suscite toujours autant de conflits

- 18.09.2024
- [blick.ch/fr](https://www.blick.ch/fr/) / Blick Romandie

Le budget de l'armée suisse suscite toujours de vifs débats entre la gauche et la droite. Notamment sur le plafond des dépenses. C'est ce dernier point qui a donné lieu aux plus vifs affrontements. Le Conseil fédéral a placé le plafond des dépenses pour les années 2025 à 2028 à 25,8 milliards. Le Conseil des Etats l'a augmenté de 4 milliards afin d'atteindre 1% du PIB d'ici 2030 et non 2035 comme le demande le Conseil fédéral.

En compensation, il propose de couper 2 milliards dans la coopération internationale. Une hausse des dépenses? Sur le principe, le National est favorable à une augmentation du plafond des dépenses. Mais, a souligné Jean-Luc Addor (UDC/VS) au nom de la commission, «la question est de savoir comment financer». Le National doit trouver une solution parmi pléthore de propositions entre compensations dans d'autres domaines ou fonds spécial temporaire et remboursable. Martin Candinas (C/GR) a parlé de «concours d'idées».

L'essentiel, selon lui, est que le budget de l'armée soit augmenté. «Notre pays a besoin de plus de moyens pour la sécurité de la population». Et Isabelle Chappuis (C/VD) de rappeler que «nous ne pouvons pas laisser une dette sécuritaire à la génération future.» Remise en question des subventions «Est-il vraiment plausible que l'armée russe se retrouve à nos portes?», lui a demandé Priska Seiler-Graf (PS/ZH). Même le Conseil fédéral répond par la négative.

Pour la gauche, la sécurité doit être comprise de manière globale et prendre en compte les autres menaces comme le terrorisme, les cyberattaques ou le changement climatique. Le parti socialiste est favorable à un fonds temporaire. L'Union démocratique du centre (UDC) y est clairement opposée. «Ce n'est pas sérieux de devoir rembourser», a critiqué Thomas Hurter (UDC/SH). Si cette solution est adoptée, le parti conservateur refusera le plafond.

Il préfère clairement passer par des compensations. Une solution également préconisée par le PLR. «Il existe des moyens de compenser l'augmentation du budget de l'armée. De nombreuses subventions peuvent être remises en question», a lancé Jacqueline de Quattro (PLR/VD). Les Vert-e-s ont été les seuls à s'opposer à une augmentation du budget de l'armée.

Le peuple doit pouvoir s'exprimer, a dit Marionna Schlatter (Vert-e-s/ZH). Un doublement des dépenses d'ici 2030 est «inutile» et «le résultat d'une propagande alarmiste de l'armée». «Rassembler nos forces» Deuxième point de friction: l'orientation stratégique de l'armée. Cette orientation doit permettre d'éviter des lacunes de sécurité, a expliqué la ministre de la Défense Viola Amherd. L'armée doit pouvoir répondre à différents types d'attaques.

Il s'agit pour le Parlement de définir «les capacités dont nous voulons doter l'armée d'ici 2035», a souligné Jean-Luc Addor. Et Jacqueline de Quattro de rappeler qu'il faut «rassembler nos forces pour atteindre l'objectif qui est de défendre notre pays et sa population». Pour Fabien Fivaz (Vert-e-s/NE), ce projet est «un grand bazar». Le Conseil fédéral a retenu un scénario qui permet de ne pas faire de choix et de «coller aux envies de l'armée». Cela lui permet de continuer à développer ses capacités conventionnelles et s'adapter aux menaces comme le cyberterrorisme, les ruptures de chaînes d'approvisionnement en énergie, etc.

, a critiqué le Neuchâtelois. Et la diplomatie? Cette orientation n'est «qu'une vague déclaration d'intention» qui ne prend pas suffisamment au sérieux les menaces réelles. «La sécurité de la Suisse ne doit pas être assurée uniquement par des chars, mais aussi par la diplomatie», a lancé Gerhard Andrey (Vert-e-s/FR). La gauche souhaite orienter plus fortement l'armée sur les capacités de protection de la population ou l'aide en cas de catastrophes. Mais les partis bourgeois font barrage.

L'armée doit pouvoir agir en cas de menace militaire à distance et de conflit hybride. L'UDC veut que l'exercice en vaille la peine et demande de tirer un bilan au terme de la période. Finalement, les députés sont entrés en matière par 129 voix contre 59. Seule la gauche était opposée au projet. Le débat se poursuit.

Le débat sur le budget de l'armée est vif. Gauche et droite s'affrontent sur l'orientation de l'armée jusqu'en 2035 et le plafond des dépenses. Le National est entré en matière mercredi sur les deux projets ainsi que sur les crédits pour l'armée. La gauche et la droite s'affrontent Une hausse des dépenses? Remise en question des subventions «Rassembler nos forces» Et la diplomatie? ATS Agence télégraphique suisse .